

Unité pour : Ne touchez pas à nos retraites !

Nous en appelons aux travailleurs et militants de toutes tendances : à tous les niveaux, dans les usines, les quartiers, les écoles, les entreprises, les localités...

Constituons nos comités pour l'unité sur le mot d'ordre : "Ne touchez pas à nos retraites ! Aucun consensus avec Sarkozy !"

Dans tout le pays, alors que le gouvernement présente la contre-réforme des retraites comme inévitable, les travailleurs affirment, de plus en plus nombreux : oui, l'unité est possible pour que l'on ne touche pas à nos retraites et contraindre le gouvernement à reculer. Chacun le sent : rien n'est joué. Comment, sur le terrain même de la lutte de classe unissant travailleurs et organisations, bloquer le gouvernement et sauver les retraites ?

Nous, délégués des comités pour l'unité, réunis pour « *Ne touchez pas à nos retraites* » à Paris ce 24 avril(*), ayant approuvé le mandat soumis par le Parti ouvrier indépendant, nous constatons : plus de 25 000 travailleurs et jeunes dans tout le pays ont contresigné l'appel qui dit « *Unité ! Ne touchez pas à nos retraites ! Aucun consensus !* »

Depuis le 22 avril, le ministre Woerth, rencontre tour à tour les dirigeants du Parti socialiste, du Parti communiste français et du Parti de gauche ainsi que des partis de droite. Il les consulte sur la future « réforme des retraites ». De toutes parts, les déclarations se multiplient sur ce que pourrait être une « bonne réforme ».

Nous, délégués, travailleurs et militants ouvriers de toutes tendances, actifs et retraités, nous exprimant dans le respect de la diversité de nos opinions, nous disons aux dirigeants des partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie : il ne peut y avoir aucun consensus avec le gouvernement Sarkozy. Aucun consensus, même sur la nécessité d'un « débat » sur les retraites, même sur le principe d'une « bonne réforme ». Les travailleurs disent tout simplement : nos retraites on n'y touche pas ! C'est le mandat. C'est la base de l'unité.

Nous délégués, travailleurs et militants ouvriers, nous sommes conscients de refléter le point de vue partagé par l'immense majorité des travailleurs en disant : nous écartons l'argument du prétendu « déficit ». On ose nous parler d'un déficit de 10 milliards d'euros par an. Mais pour renflouer banquiers et capitalistes faillis, le gouvernement a mis des centaines de milliards d'euros à leur disposition... qu'ils utilisent pour continuer à licencier à tour de bras ! Et il accorde aux patrons 32 milliards des exonérations de cotisations à la sécurité sociale ! Et il verse chaque année 46 milliards au titre des intérêts de la dette publique aux spéculateurs !

Nous le savons, car le gouvernement ne s'en cache même plus : la seule raison de la contre-réforme Sarkozy-Fillon-Woerth, c'est de satisfaire les exigences des marchés financiers. Évoquant les « attaques des marchés », *Le Monde* daté du 20 mars, explique : « la notation "*de la France par les agences de notation financière ne doit pas être dégradée [...]* La France perdra toute influence si elle perd sa note AAA [*appréciant la bonne solvabilité d'un pays*] [...] *c'est pour cela que la réforme des retraites sera de grande ampleur*", assure un proche de M. Sarkozy. »

Le 15 mai, le gouvernement fera connaître ses « options » concernant la contre-réforme des retraites. Nous en appelons aux travailleurs et militants de toutes tendances. A tous les niveaux, dans les usines, les quartiers, les écoles, les entreprises, les localités, constituons nos comités pour l'unité sur le mot d'ordre : « *Ne touchez pas à nos retraites ! Aucun consensus avec Sarkozy !* »

Dans tout le pays, nous proposons que s'organisent, dans le respect de la diversité des points de vue, des meetings, des assemblées publiques, des rassemblements politiques sur le mot d'ordre : « *Aucun consensus avec le gouvernement Sarkozy ! Ne touchez pas à nos retraites !* »

(*) Avec le soutien de délégués des comités pour l'unité pour l'interdiction des licenciements.

Nous appelons travailleurs, militants, jeunes, actifs et retraités, de toutes tendances à constituer des comités pour l'unité en signant et en faisant signer ce mandat.

Le mandat est clair : ne touchez pas à nos retraites

Rien ne peut justifier que l'on accepte d'entrer dans un « débat » remettant en cause nos régimes de retraite. Rien ne doit être touché, ni les 60 ans, ni le niveau du taux de remplacement, ni la durée de cotisation, ni le régime général, ni les régimes particuliers, ni les régimes spéciaux, ni le Code des pensions civiles et militaires : rien de tout cela n'est « négociable ». Quiconque dérogerait à ce mandat tournerait le dos à l'exigence commune de tous les travailleurs, tous secteurs professionnels confondus.

Premiers signataires

Yvan RAULET, comité ardennais, secrétaire départemental POI, Charleville-Mézières, 08 ; Laurence FAVIER, syndicaliste, 21 ; Dominique GROS, POI, 21 ; Sandra RENDA, conseillère régionale de la région Centre, Europe Ecologie, Chartres, 28 ; Georges LEMOINE, POI, retraité, 28 ; Dominique MAILLOT, syndicaliste, DDTE-FP, 28 ; Patrice PORTAS, POI, militant syndical, Manitou, Laille, 35 ; Gérard BUTTIN, membre du BN du POI, syndicaliste, Caterpillar, 38 ; Cyrille VENET, POI, 38 ; Frédéric CATROUX, syndicaliste, Valéo Vision, Angers, 49 ; Willy DUVAL, syndicaliste, Valéo Vision, Angers, 49 ; Claire DREIDEMY, POI, Sarreguemines, 57 ; Pierre DILIBERTO, comité de St Avoild, syndicaliste, St Avoild, 57 ; Georges PITOLET, comité de Lille et environs, 59 ; Damien CRÉON, syndicaliste, Den Braven, Compiègne, 60 ; Jérôme LEGAVRE, POI, éducation nationale, Crépy en Valois, 60 ; Pierre JEANNENEY, membre du BN du POI, 60 ; Jean-Michel DELAYE, comité Hagueneau, 67 ; Alain DAVANTURE, syndicaliste, POI, retraité, 71 ; Fatiha BENSÂÏD, conseillère municipale PS, 74 ; Jean-Louis PERROT, secrétaire départemental du POI, 74 ; Jean-Paul BLOT, POI, 75 ; Marie Edmonde BRUNET, membre du BN du POI, 75 ; Michel DAUJAT, PS, syndicaliste, retraité, 75 ; Claudio DJANKOFF, PG (à titre personnel), 75 ; Claudine FLEURIDAS, fonctionnaire, rectorat de Paris, 75 ; Daniel GAUTIER, POI, militant syndical, La Poste, 75 ; Jacques GIROD, syndicaliste, 75 ; Hubert KLEIN, syndicaliste, 75 ; Patrick KRZACZKOWSKI, syndicaliste, La Poste, 75 ; Denis LEMOINE, syndicaliste, 75 ; Godefroy MERLET, technicien, CRAMIF, Paris, 75 ; Werceslas LOPEZ, syndicaliste, EBI 77 ; Alain AUCOUTURIER, comité unitaire de Montereau, POI, syndicaliste, Montereau, 77 ; Evelyne FAURE, déléguée de parents d'élèves, Les Mureaux, 78 ; Jean DELARUE, syndicaliste, conseiller municipal, membre du BN du POI, Les Mureaux, 78 ; Denis LANGLET, comité de Trappes-St Quentin, syndicaliste, Gems, métallurgie, 78 ; Didier LIMOGÉ, POI, syndicaliste, Niort, 79 ; Zoha BOUZIANI, fonctionnaire, Amiens, 80 ; Ingrid DELPLACE, enseignante, POI, Amiens, 80 ; Amel GUERRAICHE, militante associative, Amiens, 80 ; Nadia RICOCHON, enseignante, POI, Amiens, 80 ; Jean-Charles MARQUISET, syndicaliste, 91 ; Dominique TEIXEIRA, POI, Bagneux, 92 ; Brigitte BIHOREL, syndicaliste, GAN, La Défense, 92 ; Jean-Noel LANGLOIS, fonctionnaire, Equipement, La Défense, 92 ; Fabien TOUBLANC, comité de Nanterre, syndicaliste, DDE 92, Nanterre, 92 ; Benoit MARIE, syndicaliste, hôpital Beaujon, 92 ; MarieJo MONTOUT, 92 ; Patrick ORNY, syndicaliste, 92 ; Danielle PICQUE, syndicaliste, 92 ; François LIVARTOWSKI, fonctionnaire territorial, Pantin, 93 ; Thierry JAY, PG, Bagnolet, 93 ; Benjamin GLUCKSTEIN, POI, Bagnolet, 93 ; Alain MILLARD, syndicaliste, Centre de Tri, Bobigny, 93 ; Richard VIGNAL, comité local, Noisy Le Grand, 93 ; Marie-José GOBIN, comité local, Noisy Le Grand, 93 ; Joel BEUCHER, syndicaliste, la Poste, Roissy, 93 ; Fabrice CRIQUET, syndicaliste, ADP, Roissy, 93 ; Daniel GLUCKSTEIN, secrétaire national du POI, 93 ; Dolorès WICKRAMASINGHE, syndicaliste, la Poste, 93 ; Jean-Claude GUIGUET, POI, Créteil, 94 ; Nicole FLORENCE, comité d'Arcueil, Arcueil, 94 ; Luc GIOLL, Comité Alfortville-Maisons-Alfort, 94 ; André LEITAO, POI, Cergy, 95 ; François LEFEBVRE, mandaté par 15 personnels éducation nationale et communal, école Sebillé, Cergy, 95 ; Lilian MOUNARD, fonctionnaire, DGFIP.

Je m'associe à ce mandat

Nom, prénom, qualité	Adresse	Tél. E-mail	Je suis d'accord pour un comité	Signature publique (oui-non)